

Le développement durable, quoi prendre et quoi laisser ?

2008, par [Yveline Nicolas](#)

Cet article est la conclusion du livre "Le développement en débat Croissance ? Décroissance ? Développement durable ?", issu d'un cycle de séminaires organisés par l'Espace Marx avec la participation d'Adéquations.

Croissance, décroissance, développement durable... Pour tenter une conclusion à ce cycle de séminaires qui ont permis l'expression de points de vue diversifiés, le mieux est peut-être de pointer les désaccords, les éléments de convergence et de proposer quelques questionnements à approfondir... Que reste-t-il du développement durable, entre ceux qui comme Jean-Marie Harribey se méfient tout à la fois de cet (ex) nouveau paradigme et de celui de la « décroissance », et les « décroissants » rejetant dans le même sac développement, croissance et DD ? Au moment où des acteurs jusqu'alors épinglés en raison de leur difficulté à faire le lien entre les questions sociales et écologiques lancent des mots d'ordre en faveur d'un « développement durable et solidaire », les « objecteurs de croissance » répondent par la décroissance « soutenable », « conviviale » et « équitable ».

Si chacun, pour se démarquer du développement « à l'ancienne », dont tous s'accordent à dire qu'il « va dans le mur », éprouve la nécessité de repréciser sa pensée et son programme par des adjectifs, est-ce à dire que la bataille est sémantique ? Quand les acteurs citoyens ajoutent « solidaire » à « développement durable », on imagine bien qu'ils veulent se démarquer du « développement durable » accommodé à la sauce des entreprises transnationales, au sujet desquelles ces acteurs demandent d'urgentes régulations, à commencer par une Convention internationale sur la responsabilité sociale des entreprises. Verra-t-on le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development, association d'entreprises transnationales) parler de développement durable solidaire, équitable, sobre etc ? Il réduit en bonne partie la composante économique du développement durable à un objectif de « croissance durable » tandis que les acteurs associatifs mettent à cette composante avant tout un contenu de viabilité, d'équité et d'utilité économiques.

L'efficacité et la viabilité économiques au sens du développement durable qu'on qualifiera, pour participer aussi à la ronde des adjectifs, de « citoyen » pour le différencier fondamentalement du DD qui ne viserait pas l'intérêt général, peuvent en effet, et même doivent absolument, inclure la décroissance de secteurs d'activités. La lutte contre le changement climatique par la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES) implique que les consommations et les industries du pétrole, du gaz et du charbon décroissent, ainsi que les 800 millions de voitures et les camions de fret à flux tendus qui sillonnent les routes. Le respect effectif des droits humains nécessiterait la décroissance de la fabrication de matraques et d'instruments de torture et bien sûr celle des industries d'armement, à commencer par celles des pays du G8, dont les exportations massives d'armes alimentent des conflits. Les risques d'épidémies majeures qui se profilent, comme la grippe aviaire, requièrent une décroissance des élevages intensifs et de l'utilisation abusive d'antibiotiques. Depuis que des autorités incontestées affirment publiquement que les cancers augmentent, en particulier chez les enfants, et que la majorité d'entre eux est d'origine environnementale, la décroissance de l'industrie chimique, première industrie mondiale, et en particulier celle des pesticides, est urgente. Pour lutter contre ce que l'OMS qualifie d'« épidémie d'obésité » (plus de 300 millions dans le monde, 150 millions de diabétiques, chiffres en rapide augmentation) il faut la décroissance des industries agro-alimentaires, qui après avoir saturé les marchés des pays du Nord d'aliments toxiques, gras et sucrés parfaitement inutiles sur le plan nutritionnel envahissent ceux du Sud.

La liste reste à préciser, elle sera très longue. Surtout, il faudra creuser les modalités pratiques de mise en œuvre de toutes ces décroissances sectorielles et organiser la reconversion des centaines de milliers de salariés qui travaillent dans des entreprises pour la plupart mondialisées et en voie de concentration

extrême. Car pour eux, la décroissance pourrait n'être pas très conviviale. Une idée : pourquoi les « décroissants » et les « développeurs durables » ne noueraient-ils pas un partenariat pour phosphorer ensemble sur cette question, et notamment sur les modalités précises de la transition possible entre développement et décroissance, ce qui aurait l'avantage de dépasser les incantations et de débattre sur des applications concrètes ?



Le célèbre rapport Brundtland (1987) préconisait « une croissance économique » importante (notamment pour permettre le développement des pays du Sud) et de ce point de vue n'opérait pas de rupture avec le modèle dominant. Mais le grand mérite du concept de « sustainable development » vulgarisé à partir de la Conférence de Rio en 1992, est d'avoir incité tous les acteurs à intégrer la question essentielle de la situation écologique comme facteur désormais limitant du développement classique. En l'espace d'une quinzaine d'année, même ceux, qui par leur parcours politique ou leur idéologie du progrès matériel et technique devant résoudre tous les problèmes, étaient très éloignés de cette vision ont fini par l'intégrer, au moins dans leur discours. Dans la corbeille du développement durable figure aussi la question des risques qui induit de nouveaux rapports avec la recherche scientifique, une vision du temps long, le respect des générations futures et de principes dont certains ont des applications très pratiques sur les choix économiques et la fiscalité (précaution, pollueur-payeur, internalisation des coûts sociaux et environnementaux). La planète a perdu en une trentaine d'années 30 % de son capital en ressources naturelles. Mais le principal choc a été provoqué par le récent consensus des scientifiques à propos de l'ampleur, de la proximité et du caractère peut-être irréversible d'un déséquilibre climatique directement liés au mode de développement des pays riches et émergents qui leur emboîtent le pas, susceptible de bouleverser les sociétés humaines.

Comme le souligne Gus Massiah, bien que le développement durable soit maintenant récupéré par tout le monde, le concept garde son intérêt si on le replace dans ce contexte historique, celui de la mise en débat au niveau international de la critique du système productiviste et de la mise en rapport des processus de transformation sociale avec la situation des écosystèmes. Dans ce sens, le « développement », cheval de bataille des ONG qui se disent « de développement » ou de « solidarité internationale » paraît assez proche du « développement durable » des associations écologistes et de protection de la nature et de l'environnement. Les uns mettent l'accent sur les inégalités et les atteintes aux droits humains, les autres sur l'« injustice écologique » et les atteintes aux équilibres naturels. Leur dialogue est à encourager puisqu'une des clés se trouve précisément dans le lien entre composantes sociale et environnementale du développement.

S'il faut toujours rappeler la dimension historique et les enjeux politiques des rapports de force et de transformations sociales liés au développement durable, c'est que le succès du concept le place au milieu d'une grande soupe médiatique, une sorte de potage qui mélangerait légumes de l'agriculture biologique et légumes de l'agro-business enrichis aux pesticides - menaçant d'annihiler le caractère bénéfique des premiers. Le « grand public » se voit bombardé de consignes et d'injonctions à consommer durable, à devenir consomm'acteur (terme emprunté aux pionniers, si longtemps décriés, de la consommation « alternative »). A part un SDF, décroissant involontaire - et ils seraient de l'ordre de 90 000 en France plus une population de 20 à 30 000 SDF « intermittents » - qui ignore encore qu'il doit prendre des douches (rapides) et non des bains, installer des ampoules basse consommation, éteindre la lumière en quittant la pièce, acheter son café du commerce équitable, ne pas surchauffer en hiver, renoncer à sa voiture pour de petits déplacements ? Une récente campagne dans le métro parisien a étalé des affiches-choc montrant une panthère baignant dans son sang à cause de notre machine à laver à moitié vide et un dauphin assassiné par les fils électriques de l'abat-jour qu'on a oublié d'éteindre dans la chambre. N'est-ce pas occulter quelques échelons intermédiaires et pas des moindres ? N'y a-t-il rien entre la mort annoncée de la planète et les faits et gestes quotidiens de chacun ? Est-ce ma machine à laver qui tue la panthère ou plus sûrement la non-application par des Etats de la Convention CITES et la destruction des forêts tropicales pour l'exportation du bois ? Quid des échanges commerciaux inéquitables qui empêchent des pays du Sud de sortir de la pauvreté et les contraignent à manger leur capital ? Et le dauphin, est-il victime de

mon abat-jour et/ou des subventions affectées par les pays riches aux pêcheries industrielles dont les filets dérivants raclent les fonds marins, détruisant tout sur leur passage ? Concernant ces deux exemples, importations illégales de bois tropicaux et refus de modifier les pratiques industrielles de pêche, la France est assez mal placée. Le chaînon manquant à ces campagnes de communication, et aussi à certaines actions d'éducation au développement durable, c'est la responsabilité des décideurs politiques et économiques, privés et publics, à commencer par les politiques publiques et leur articulation, à tous les niveaux : territorial, national, régional, transnational.



D'autre part, quelques campagnes et émissions radio ou télé visant à faire évoluer les comportements individuels, au demeurant chose urgente et nécessaire, seront-elles de taille à contrebalancer le pilonnage massif de la publicité ? Un occidental regarderait en moyenne au moins 2500 pubs par jour, et en particulier les plus jeunes, qu'on veut convaincre dès le berceau que leur bonheur passera par l'empilement de gadgets, le fait de grignoter toute la journée et de biberonner des boissons lactées ou sucrées. Il faut maintenant se battre pied à pied par voie législative pour empêcher les publicitaires d'envahir tous les espaces, y compris scolaires et même privés, via internet et la téléphonie mobile. La violence de la réaction des autorités et de la RATP face au mouvement anti-pub qui tagguait des réflexions et boutades anti-consuméristes sur les affiches du métro, le déploiement policier pour cueillir ces « délinquants », la perplexité des medias se demandant s'il fallait trouver cela « branché » ou si c'était plus grave - vu aussi que la publicité les finance -, la lourdeur des amendes requises ont bien témoigné que là, un point sensible du système avait été touché.

Car le contenu actuel de la publicité - son principe même - est à l'opposé des objectifs du développement durable. Elle véhicule et promeut, jour après jour, une idéologie consumériste : achat de toujours plus d'objets matériels, renouvellement rapide des appareils par d'autres plus sophistiqués, dépendance à la mode, à la voiture et aux déplacements rapides vus comme éléments de puissance et de prestige, pression pour des prix toujours plus bas, notamment pour les produits alimentaires alors même que de nombreux paysans sont en faillite à cause de prix d'achat à la production non rémunérateurs, tourisme soldé... Sur ce dernier point, une palme est à décerner au tour opérateur qui transforme les rayures naturelles d'un paysage et d'un poisson tropical en code-barres. Le publicitaire est parvenu à la mise en scène parfaite du slogan que son activité sous-tend, par quoi il dévoile sa politique et son combat ultime : le monde est une marchandise.

Mais aussi, ce système participant de la « captation de la libido », du détournement du désir humain, au profit d'une addiction à la consommation passant par une érotisation générale des objets à vendre est une atteinte permanente à la dignité et aux droits de la personne et surtout aux droits des femmes. Dans leur grande majorité les publicités associent au désir de possession d'objets matériels une représentation de la femme comme corps nu (corps idéal selon le publicitaire, qui peut-être à défaut de le toucher le retouche avec son ordinateur). Cette femme est dotée dans le meilleur des cas d'une cervelle d'oiseau, appendice de portée limitée mais utile pour lui permettre de se passionner pour son image (et son plumage), d'élaborer des stratégies de séduction et d'anticiper les prochaines soldes, uniques occupations féminines intrinsèquement liées.

Au fait, cette question du « genre » (c'est-à-dire l'étude de la construction des rapports sociaux de sexe, indépendamment du sexe biologique), centrale dans la mise en œuvre de la publicité, elle-même fer de lance de la civilisation « non durable », n'a-t-elle pas été un peu oubliée dans nos séminaires « croissance, décroissance, développement durable » ? La théorie économique, la pensée du développement, faisant de l'acteur économique un être abstrait, simplifié, ont longtemps conduit à gommer la question des rapports de genre alors même que la mondialisation libérale les exacerbait de façon évidente, comme en témoigne l'aggravation de la pauvreté des femmes dans les pays du Sud, le chômage et les constantes inégalités ici en matière de salaire et de niveau de responsabilités.

Il resterait alors à mieux analyser les démarches de développement durable comme de décroissance avec

le prisme de « l'approche genre ». En tout cas, pas de révolution en l'espèce : dans la plupart des colloques sur l'aide au développement et les relations Nord/Sud, à un certain niveau d'importance, figurent 80 % d'hommes à la tribune. Même chose dans les conférences « développement durable », les femmes étant parfois légèrement plus représentées (surtout quand il y a les responsables communication des entreprises ou des élues de collectivités locales). On ne décèle aucune femme parmi les cinq têtes d'affiche de la « Marche pour la décroissance » de juin 2005. Le numéro d'avril 2005 du Journal de la Décroissance, dans un article sur les biens voués à périr avec la disparition prochaine du pétrole, c'est-à-dire quasiment tous les objets et toutes les techniques sur lesquels se fondent notre société (production agricole et alimentaire, transports, voyages etc), mentionne aussi « les moyens de contraception modernes » car « à base de chimie ». Dans un colloque sur la décroissance à l'Unesco un participant (homme occidental) n'a pas craint d'affirmer que LES femmes sahéniennes dans la brousse sont bien plus heureuses et détendues que LES femmes d'ici stressées et consuméristes. Outre que cela pointe surtout le caractère naïf de propos qui sont pour la décroissance le pendant d'élucubrations technologiques de « développeurs durables » prêts à toutes les aventures nucléaires, à enfouir le carbone excédentaire dans les océans, à coloniser la planète Mars après y avoir fait naître la vie, etc, cela interroge sur certains présupposés. Quoiqu'il en soit, au stade actuel de l'évolution des rapports hommes/femmes, notamment en matière de partage des rôles sociaux et du travail domestique, certaines femmes pourraient ne pas s'enthousiasmer pour la mise en pratique quotidienne de la décroissance si on agite devant elles la perspective de renoncer à des dispositifs qui ont permis, depuis une trentaine d'années, au moins en Occident, leur liberté et leur émancipation. De ce point de vue, la démarche de décroissance, plus encore que celle de développement durable, sera extrêmement exigeante en matière d'égalité entre hommes et femmes.



Après cette digression sans doute liée à un mauvais esprit, revenons à une question centrale : celle de la nécessaire transition entre un mode de développement qui peut-être mène l'aventure humaine à sa fin - ce que d'ailleurs chacun répète sans sourciller, comme si ce n'était pas réel - et un modèle nouveau, à venir. Il devra permettre la cohabitation pacifique, mieux, la coopération de l'espèce humaine avec toutes les espèces animales et végétales tout en garantissant la paix à 9 milliards d'humains (prévus à l'horizon 2050), avec des droits égaux et un partage équitable des biens et des richesses produites. Ces biens étant le résultat de milliers d'années d'histoire, de travail et de créativité cumulées par des milliards d'individus, il n'est pas juste qu'une infime minorité de prédateurs à l'empreinte écologique démesurée en capitalise la plus grande part, ainsi sous forme d'actions et de dividendes. Le décalage entre la situation objective et les intentions « durables » pointent la contradiction entre l'urgence et le temps long des mutations sociales, psychologiques et technologiques. Ce décalage pose la question des volontés politiques et des instruments participatifs d'élaboration et de planification pour mettre en œuvre et accompagner des mutations d'une telle ampleur. Une des plus urgentes est la réforme du système de gouvernance mondiale et des relations Nord/Sud.

Les intervenants de ces séminaires s'accordent pour considérer que la « décroissance » ne concernerait pas les pays pauvres. Etant pour la plupart d'entre eux loin de « consommer » leur quota possible d'émissions de gaz à effet de serre, ces pays conservent un « droit à émission » pour accéder à la satisfaction de leurs besoins essentiels, à charge pour les pays riches de réduire drastiquement leurs propres émissions. Mais comment réussir vraiment la décroissance des émissions de GES des pays du Nord ? C'est l'objet du Protocole de Kyoto, il est improbable qu'il puisse y suffire. Surtout, comment prépare-t-on le processus de transition dans les pays du Sud qui peuvent donc théoriquement consommer un peu plus, mais en réalité pour très peu d'années ? Le temps de le dire et une partie d'entre eux, bolides lancés dans la course au modèle de développement dominant, dépassent leur quota. C'est le cas de la Chine et bientôt de l'Inde. Ce problème crucial illustre bien les contradictions voire les impasses où se débat le développement actuel et auxquelles le « durable » tente plus ou moins laborieusement de remédier. Du moins le développement durable sert-il à mettre en débat ces contradictions, à développer la recherche sur les solutions technologiques et à orchestrer des négociations sur les mécanismes internationaux. C'est déjà beaucoup. Mais pour les tenants de la décroissance et certains acteurs du Sud

cela pourrait n'être qu'une façon de préserver tant que c'est possible les intérêts des pays riches et de retarder les ruptures qui s'annoncent. Le développement durable - pas celui vu par certaines entreprises et par les partis politiques classiques - pourrait-il être une tentative d'organiser une transition « douce » pour amortir le choc de la décroissance ?

Dès qu'il s'agit des mécanismes concrets pour faire face à la crise, les contradictions et les clivages réapparaissent. Dans certaines mises en avant de réalisations technologiques pour découpler la consommation d'énergie de la croissance économique, des éléments manquent à la démonstration. Des articles annoncent la voiture propre pour bientôt, à l'hydrogène, à l'eau, aux bio-carburants etc. en occultant le fait que quand bien même les voitures ne pollueraient plus, leur généralisation reste condamnée pour des raisons d'emprise sur les espaces naturels et agricoles : manger ou conduire, il est possible qu'il faille choisir. L'éternel fantasme des sources énergétiques inépuisables ne prend pas en compte les pollutions induites par l'amoncellement d'objets inutiles et de déchets pas tous recyclables dont cette énergie favoriserait la surproduction. L'énergie propre et illimitée, avec le mode de développement actuel, c'est un cauchemar des écologistes. De la même façon, un site industriel ou une ville parvenant à fonctionner en écosystèmes recyclant toutes leurs pollutions résoudre-t-ils la question du mal de vivre, le harcèlement au travail, le chômage, la perte de sens palpable, qui entraînent une telle consommation de drogues, légales ou non, dans nos pays ?



Le discours provocateur des décroissants, comme des groupes pour la « sobriété volontaire » au Québec attire l'attention sur une forme de lâcher-prise, de « désintoxication », le fait de parvenir à occuper un temps libre de plus en plus important, à des activités immatérielles plutôt qu'à consommer ou à encore travailler, de diminuer ses déplacements pour se recentrer sur un territoire et des liens sociaux de proximité (ce qui, on l'espère, ne devrait pas exclure les relations mondialisées via internet). S'ils tirent chacun leur origine de courants de pensée diffusés à partir des années 70, les décroissants sont-ils aujourd'hui les « lanceurs d'alerte » qu'ont été les pionniers du développement durable il y a 15 ans ? Leur entreprise de « déconstruction du développement », de « décolonisation de l'imaginaire » constitue-t-elle un salutaire contre-pouvoir obligeant les « développeurs durables », dont bon nombre se sont entre temps institutionnalisés, à s'interroger sur les limites de leurs discours, voire les dérives de leurs pratiques ?

Poussé à l'extrême, le modèle de la décroissance est très différent de celui du développement durable. Ainsi, la façon d'aborder la crise urbaine. Les décroissants voient l'avenir proche en petites communautés rurales auto-suffisantes et auto-gérées, la ville étant condamnée à périr faute de viabilité sur le plan énergétique, à cause de la pollution, de la rupture des liens sociaux et des cultures, des violences etc. Pourtant les sociétés humaines vont vers une concentration dans les centres urbains et les mégapoles, où près de la moitié de la population habite déjà, 80 % pour les pays industrialisés. Il est certain que les villes actuelles ne sont pas durables : leur empreinte écologique dépasse largement leur territoire, plusieurs centaines de fois pour des capitales comme Paris ou Londres. Elles ne survivent donc qu'en s'appropriant le capital productif d'autres espaces (y compris des pays du Sud) pour leurs approvisionnements et pour l'absorption de leurs déchets et pollutions. D'un autre côté, la ville, pôle resserré, propice à une gestion démocratique et participative, aux innovations et à la création culturelle, une ville totalement différente, conçue de façon écologique, autosuffisante sur le plan énergétique et même alimentaire, ne serait-elle pas être une solution pour préserver les espaces naturels, les autres espèces vivantes, les écosystèmes ? Des expériences prometteuses existent comme le village écologique de Bedzed dans la banlieue de Londres, elles ne dépassent guère des quartiers. Témoignent-elles des mutations en cours vers un développement enfin viable, ou est-ce que ce ne sont que des expériences de laboratoire déconnectées de l'évolution globale ?

Le développement durable est-il l'avenir ? Ou la dernière illusion qui nous fait reculer pour mieux sauter ? Est-ce une nécessaire étape de transition, que chaque territoire pourrait adapter en profitant du cumul des expériences et des innovations techniques des autres ? Cette étape conduirait à une société qui, étant

parvenue à passer une sorte de cap spirituel, réussirait à se défaire de son addiction à la consommation, à la vitesse, à la mise en compétition de tous contre tous au profit d'une occupation essentielle : la production d'intelligence et de relations pacifiques. 6 à 9 milliards d'humains pourraient-ils vivre économiquement et s'organiser socialement autour d'un vaste réseau de la connaissance, de la culture, du lien, de l'émancipation psychologique ?

Puisqu'il n'y a aucune certitude, l'essentiel serait de mettre ces questions au cœur du débat public, des moyens affectés à la recherche et de tout le système éducatif. Or cette urgence est différée et le débat entravé par de grands retardaires : les principaux médias et décideurs politiques, dont beaucoup, pour des raisons de génération, d'origine sociale, de formation, fonctionnent encore sur des schémas de pensée de la fin du dix-neuvième siècle, le personnel politique, dont l'horizon peine à dépasser la prochaine élection, étant particulièrement mal placé pour intégrer le long terme. Sur ce plan, une partie non négligeable des décideurs qui s'expriment dans la rubrique « Point de vue » du Monde constitue une source d'enseignement sans cesse renouvelée. Citons au hasard, tiré parmi les articles de ces responsables au moment où ils étaient en phase traumatique « post choc TCE », le point de vue 21/7/05. Inutile de nommer l'auteur puisque de tels propos sont interchangeables, qu'ils soient de gauche ou de droite. Leur construction littéraire est simple.



On commence toujours par tirer solennellement la sonnette d'alarme sur la crise majeure de notre société, la montée du chômage et des exclusions. On poursuit par un couplet sur l'incompréhension entre les élites et le peuple, et dès lors le risque de tentation des votes extrémistes. Puis vient l'affirmation que le peuple peut comprendre si on lui explique les enjeux et alors il est tout à fait prêt à des sacrifices. Quels sont-ils ? Travailler plus pour avoir plus de quoi ? de CROISSANCE. (Et payer plus pour maintenir le système de protection sociale). En passant, on rappelle au peuple qu'il doit sortir de son égoïsme et faire preuve de solidarité avec les pays pauvres. (L'hypothèse d'un partage des revenus et du pouvoir des élites avec les paupérisés et les exclus d'ici n'est pas mentionnée). En conclusion, le décideur en appelle à l'urgence d'un débat public.

Mais pas un mot sur la REALITE : cette crise écologique et sociale qui nécessite, en un temps très court, que toutes les énergies et tous les savoirs soient mobilisés pour une mutation radicale des modes de production et d'organisation sociale . Cette rhétorique que des hommes politiques, journalistes, intellectuels, s'imaginent audacieuse et mobilisatrice ne prête même plus à rire. Elle inquiète par son décalage avec la crise écologique, sociale et culturelle que traverse la civilisation humaine. Elle afflige par sa méconnaissance des innombrables initiatives, actions, recherches, innovations, propositions dont sont porteurs et qu'expérimentent tous les jours, ne serait-ce que pour survivre, au Sud comme au Nord, des citoyens-ne-s, des mouvements sociaux, des associations, des collectivités locales...

Peut-être une classe politique finira-t-elle par émerger, capable, y compris dans un premier temps au prix de ses mandats électoraux, de tenir le cap du passage d'un mode de développement qui ne peut plus se maintenir économiquement que par une spirale de consommation et de pollutions de masse, assortie d'une aggravation des exclusions, à une société de sobriété, de diversité culturelle, où chacun aurait une utilité sociale ?

En attendant, c'est à chaque personne de faire coïncider sa prise de conscience avec son comportement quotidien et aux acteurs sociaux et associatifs de poursuivre leur travail de recherche, d'actions concrètes, d'information et de plaidoyer. Comme le temps presse, il ne faut pas se tromper d'adversaire. Les tenants du « développement durable humain solidaire citoyen » et ceux de la « décroissance soutenable conviviale équitable » ont tout intérêt à confronter leurs propositions pour faire avancer le débat. Mentionnons ce qui est à la fois un point de départ, une nécessité urgente et un objectif qui paraît faire l'unanimité : le nécessaire processus de relocalisation de l'économie, incluant autonomie alimentaire et énergétique, circuits de transport courts, valorisation des ressources et des potentiels territoriaux, dynamiques démocratiques.



Le développement en débat

- **Références du livre** *Le développement en débat Croissance ? Décroissance ? Développement durable ?*, sept 2006, 226 p. ; [éditions Syllepse](#)

- Présentation du livre

"Les habitants de notre planète sont confrontés - certainement pour la première fois de leur histoire - à une situation inédite et dangereuse : les conséquences de leurs actes dépassent ce que notre environnement peut supporter et ces conséquences sont souvent irréversibles.

Réchauffement de la planète, dérèglement climatique, menaces sur la biodiversité, épuisement des ressources halieutiques, pollution des mers, déforestation, pénurie d'eau douce menacent rattrapent nos sociétés. D'autre part on a coutume de dire qu'il faudrait quatre ou cinq planètes si toute la population mondiale consommait et déversait autant de déchets que les habitants des États-Unis.

Devant ces problèmes a surgi en 1987 le concept de « développement durable » issu du rapport Brundtland, commandé par les Nations Unies en 1987. L'idée générale est simple : le développement est durable si les générations futures héritent d'un environnement d'une qualité au moins égale à celui qu'ont reçu les générations précédentes.

Depuis et devant la persistance, voire l'aggravation des problèmes écologiques et sociaux le débat autour du thème même de développement qu'il soit « durable, humain, soutenable, viable... » ne cesse de s'emballer. Certains prônent même la « décroissance »

Plus d'une vingtaine de chercheurs, d'élus, d'acteurs de terrains ont été sollicités pour mettre en débat le modèle de développement à l'œuvre dans nos sociétés mondialisées. L'ouvrage fruit du travail accumulé à cette occasion donnera au lecteur des pistes pour y puiser des arguments pour forger sa propre opinion".